

2. Mars—D'après les documents reçus jusqu'au 22 juin 1944 au bureau des dossiers militaires: 5634.

Avril—D'après les documents reçus jusqu'au 22 juin 1944 au bureau des dossiers militaires: 5111.

Mai—Chiffre approximatif: 5000.

NOTE: Les chiffres du mois de mai sont calculés en tenant compte des documents relatifs à ce mois et non encore reçus au 22 juin 1944.

GARDE DES ANCIENS COMBATTANTS—UNITÉS DE RÉSERVE

M. ROSS (Souris):

1. Est-on à licencier les unités de réserve de la Garde des Vétérans?
2. Le cas échéant, à compter de quelle date et pour quelles raisons?

M. MACDONALD (Halifax):

1. Oui. Quinze compagnies de réserve de la Garde des Vétérans ont été licenciées.
2. Elles ont été licenciées à compter du 15 mai 1944, parce qu'elles étaient inactives ou que l'effectif en était très faible.

EDDY MATCH COMPANY

M. COLDWELL:

1. Le Gouvernement a-t-il accordé des priorités à la Eddy Match Company pour la construction et/ou l'outillage et/ou les réparations de son usine à Pembroke (Ontario)?
2. Le cas échéant, la compagnie a-t-elle, par la suite, envoyé à Haileybury (Ontario), pour y être utilisés, certains matériaux pour lesquels on avait accordé des priorités?

M. CHEVRIER:

1. Aucune requête ne nous est parvenue de l'Eddy Match Company demandant un classement prioritaire relativement à la transformation ou à l'agrandissement de ses usines. Toutefois, cette société a sollicité le droit d'importer des Etats-Unis un angledozer dont elle avait besoin pour l'ouverture de nouvelles routes dans des régions à bois de pâte. Cette demande fut reçue le 13 mars 1944 et le 29 du même mois le ministère lui accordait la priorité AA-3.

2. Aucun renseignement. Voir réponse au n° 1.

OFFICE NATIONAL DU FILM

M. DORION:

Quelle est l'organisation de l'Office national du film?

L'hon. M. LaFLÈCHE:

Voici les membres de cet office:

L'hon. L.-R. LaFlèche, major général, président, et les membres suivants:

L'hon. T. A. Crerar; MM. Georges Bouchard; J. F. MacNeill; M. M. Maclean; C. G. Cowan; Edmond Turcotte; Donald Cameron.

COMMISSION DE L'INFORMATION EN TEMPS DE GUERRE—M. J. D. KETCHUM

M. DORION:

1. M. J. D. Ketchum travaille-t-il pour le compte de la Commission de l'information en temps de guerre?

2. Le cas échéant, a) à quel titre; b) quelle est son occupation; c) depuis quand; d) de quelle origine raciale est-il; e) est-il sujet britannique de naissance ou par naturalisation; f) que faisait-il précédemment?

M. CLAXTON:

1. Oui.
2. a) Chef de la division des rapports; b) Il rédige les publications et répond aux demandes de renseignements. c) Depuis septembre 1943. d) Canadien. e) De naissance. f) Professeur associé de psychologie, université de Toronto.

ARMÉE CANADIENNE—DÉPÔT CENTRAL DE MÉCANISATION, LONDON, ONT.

M. COLDWELL:

1. Le ministre de la Défense nationale informera-t-il la Chambre si l'on a institué une enquête sur les prétendues irrégularités au dépôt central de mécanisation de London (Ontario)?

2. Si une telle enquête se poursuit, quelles irrégularités, le cas échéant, a-t-on trouvées?

3. A-t-on attiré l'attention du ministre sur les irrégularités possibles dans d'autres divisions du district militaire n° 1, et le ministre prendra-t-il en considération l'à-propos d'instituer une enquête sur l'administration de tout ce district?

M. MACDONALD (Halifax):

1. Oui.
2. Un tribunal d'enquête siège actuellement, mais il n'a pas encore présenté de rapport.
3. Non. Rien n'a été signalé au ministre indiquant la nécessité d'une enquête sur l'administration du district militaire n° 1.

LOI DE MOBILISATION—ABSENTS SANS PERMISSION OU DÉSERTEURS

M. DIEFENBAKER:

1. Par province ou district militaire, combien a-t-on retrouvé d'absents et de déserteurs, depuis le 1er mai 1944, à la suite de l'envoi, au plus proche parent, de lettres pour obtenir des renseignements concernant les particuliers intéressés?

2. Combien a-t-on envoyé de lettres et dans combien de cas a-t-on reçu des réponses?

M. MACDONALD (Halifax):